

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-et-le-gaz-naturel-au-dela-de-l-apparent-paradoxe-des-revendications-des-mouvements-populaires>

La Bolivie et le gaz naturel : au-delà de l'apparent paradoxe des revendications des mouvements populaires

- Les Cousins - Bolivie -
Date de mise en ligne : vendredi 17 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Une convulsion de plus dans le pays de mille révolutions ? Comment ça se fait que, dans le pays le plus pauvre d'Amérique Latine, la population se mobilise pour bloquer l'exportation d'une ressource naturelle, alors que l'exportation est prônée comme la nouvelle panacée pour atténuer la pauvreté ? Est-ce que le peuple bolivien ne veut pas améliorer ses conditions de vie ?

Par Frida Villareal, Ana María Seifert, Roxana Paniagua

[L'aut'journal](#), 15 octobre 2003

Depuis quelques semaines, la Bolivie vit une situation de convulsion sociale : des barrages routiers, grèves et manifestations de rue avec, au 13 octobre, une cinquantaine de morts et une centaine de blessés. À chaque jour les mouvements se multiplient et de nouveaux secteurs y participent (paysans, retraités, enseignants, universitaires, organisations civiles, etc.). Le mouvement regroupe tous les secteurs appauvris par le modèle économique, qui scandent sans cesse leur ras-le-bol. Même si des revendications sectorielles sont fortement présentes, la bannière qui unifie les protestations est l'opposition à l'exportation du gaz. En ce sens, le gaz devient le symbole de lutte contre une situation d'exploitation qui n'a cessée de s'accroître.

En fait, la Bolivie est considéré comme le pays le plus pauvre d'Amérique latine ; le revenu annuel per capita, en 2002, se situait à 882 dollars US et un tiers de la population, soit 2 600 000, vivait avec 200 dollars par année. La réduction du revenu per capita a été systématique et constante dans les quatre dernières années, selon l'INE -Institut National de la Statistique. Or cette chute de revenu a affecté plus dramatiquement les pauvres et les secteurs vulnérables.

Outre cela, le pays souffre d'un fort niveau de corruption, à un degré tel que le gouvernement s'est vu forcé de créer un secrétariat de lutte contre la corruption, directement dépendant de la vice-présidence du pays, mais qui n'a guère obtenu les résultats escomptés.

Qui dit pauvreté et fort degré de corruption, dit situation d'injustice, d'autant plus ressentie que les instances politiques (la présidence et le Parlement) n'ont pas daigné accorder à la situation l'attention qu'elle mérite. En effet, ce n'est que le 9 octobre, quatre semaines après le début des mobilisations, que les membres de la « méga coalition » qui gouverne lui ont dédié une session, fort occupés qu'ils étaient à s'affronter pour obtenir le plus de postes possibles pour leur propre parti, ce qu'on appelle tristement « el cuoteo » (allocation de quotas).

Pour comprendre les enjeux autour de l'exportation du gaz naturel en Bolivie, il est nécessaire de mentionner quelques faits saillants des dernières années. On doit reculer jusqu'en 1985, alors qu'a été appliqué le Programme d'ajustement structurel prôné par le FMI. Une des mesures de ce programme visait la stabilisation monétaire du pays et touchait notamment à l'entreprise d'hydrocarbures qui appartenait à l'État, Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB). L'entreprise s'est vu imposer le transfert de 75 à 85% de ses revenus au Trésor de la Nation, ce qui a mené à son affaiblissement, au ralentissement de l'exploitation et de la production, ainsi qu'à la paralysie de la construction des réseaux de distribution de gaz à l'intérieur du pays. Ces mesures ont aggravé l'endettement de l'entreprise et ont servi de prétexte pour décrier la « mauvaise gestion » des entreprises étatiques.

À partir de 1990, la privatisation ou « capitalisation » est avancée comme la solution à la crise : on annule le monopole de YPFB pour différentes étapes du traitement des hydrocarbures. En 1996, la Loi sur les hydrocarbures permet, entre autres, la libéralisation totale du marché d'hydrocarbures, établit une contribution fiscale très basse à l'État de la part des entreprises privées. Depuis lors, les entreprises pétrolières étrangères contrôlent la majeure partie des réserves pétrolières. En effet, 80% de réserves de gaz sont contrôlées par Petrobras (Brésil), Total, Maxus (Ibéro-français) et Repsol (Espagne).

Depuis 1997, d'importantes réserves de gaz naturel ont été découvertes dans le pays. L'évaluation de la firme internationale Goldyer & Mac Naughton estime les réserves de gaz naturel en Bolivie à 52 trillions de pieds cubes en 2003. Il s'agit de la deuxième la plus importante de l'Amérique du Sud selon la International Energy.

En effet, les réserves certifiées dans la sous-région sud-américaine ont atteint à 123.7 trillions de pieds cubes, 42% appartient à la Bolivie, 20,8% à l'Argentine et 16,6% au Venezuela. Or, une fois couvertes la demande interne et les contrats d'exportation dans la sous-région, il en reste suffisamment pour exporter ailleurs. Il ne s'agit donc pas d'un problème de pénurie de gaz. Le problème se situe plutôt dans la propriété des réserves de gaz, la transformation et la distribution de cette ressource, ainsi que dans des revenus que l'on pourrait tirer si l'État bolivien pouvait exporter sans intermédiaire.

Pourquoi exporter ?

Le gouvernement bolivien a proposé l'exportation suite à l'offre d'un consortium international (Pacific LNG), qui tente d'exporter le gaz en Californie et au Mexique. Pour arriver jusqu'aux marchés visés, on propose la construction d'un gazoduc jusqu'au un port chilien (la Bolivie n'a pas d'accès à la mer) pour ensuite liquéfier le gaz dans une centrale de haute technologie sous contrôle de la Pacific LNG et enfin le transporter en bateau jusqu'aux marchés nord-américains.

Pour que le prix soit concurrentiel, c'est-à-dire pour que le niveau de profit soit considéré acceptable par le consortium, considérant le coût de transformation et de transport, on demande à l'État bolivien de diminuer ses exigences monétaires qui, comme on l'a déjà vu, ont déjà été diminuées à cause de la Loi sur les hydrocarbures de 1996.

Cette demande est très contestée par des larges secteurs de la population, car les devises que la Bolivie obtiendra avec ce projet sont de 70 millions de dollars par année contre 1300 pour la Pacific LNG. Donc, pour chaque dollar versé en impôt en Bolivie, les pétrolières vont récupérer vingt.

Les représentants des mouvements d'opposition à l'exportation du gaz soutiennent donc que les retombées économiques seront maigres et ne serviront pas à pallier la crise économique que sévit dans le pays. Ils font valoir que l'histoire de la Bolivie montre, de façon assez pathétique, que le saccage des ressources naturelles n'a pas favorisé un développement durable : vendre les ressources à l'état de matière première, sans valeur ajoutée, réduit considérablement les entrées financières et ne développe pas d'emploi par le biais d'industries connexes de transformation ou de service.

En effet, la rentabilité des entreprises transnationales est considérable. Outre l'exportation, les compagnies font des profits dans le marché interne, puisque le prix de consommation du gaz bolivien est plus cher qu'en Argentine ou au Venezuela. Dans ce contexte, presque tous les secteurs de la population s'opposent à l'exportation du gaz car, une fois de plus, les Boliviens verront leurs réserves de gaz partir sans pouvoir en profiter pour favoriser le développement intégral et durable du pays.

De plus, le projet d'exportation du gaz à travers le Chili, n'a pas été présenté de manière transparente. En plus de conflits historiques entre la Bolivie et le Chili autour d'un accès à la mer, le gouvernement semble avoir agi avec partialité. En effet, la firme soi-disant autonome, chargée de faire une étude de faisabilité était liée à certains palliers du gouvernement. Ce procédé a créé une profonde méfiance.

En résumé, la situation comporte trois éléments : les compagnies font un profit jugé non équitable ; le gaz n'est pas utilisé pour promouvoir le développement du pays, et l'exportation par le Chili n'est pas considérée acceptable.

Compte tenu de ces éléments, une majorité des Boliviens disent préférer que le gaz reste enfoui, plutôt que de l'offrir en cadeau. Ils pensent que les efforts doivent être dirigés dans la recherche de moyens de le transformer au pays et de s'en servir comme un moteur économique favorisant l'industrialisation et l'emploi.

La crise actuelle révèle que la population est fatiguée de solutions à court terme, elle en a assez de la pauvreté. Elle perçoit que le modèle économique basé sur l'exportation des ressources naturelles n'a pas contribué à l'essor social et économique.

Au contraire, il n'a laissé derrière lui que désolation et déprédation environnementale. Même si on peut s'interroger sur le réalisme de ces revendications à court terme, il n'en reste pas moins qu'il est juste et pertinent d'exiger du gouvernement en place le courage d'avoir une vision à long terme basée sur la justice sociale et non pas sur les exigences du modèle économique actuel, marqué par les seuls diktats du "marché", de chercher un modèle qui permettrait une plus grande justice dans la répartition de richesses entre les pays possédant les matières premières et les compagnies transnationales et de chercher à ce que le pays puisse opter pour des solutions menant à un développement durable.

Pour le moment, le gouvernement n'a donné comme réponse qu'une fin de non recevoir aux revendications populaires et l'envoi des troupes qui ont tiré sur les manifestants.